

Journal des guerres de l' Otan

N° 87 du 11.04.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

... au cœur des débats.

La guerre en Libye est devenue une « patate chaude » pour l'Occident.

Guerres de l'Otan

Au jour le jour

1 Politique

Dans les coulisses

L'OTAN a bloqué pendant 18 jours la médiation de l'Union africaine.

Sur le terrain

L'Otan va poursuivre ses bombardements en Libye

2 Dossiers

2-1 Otan : Perte de vitesse au front et sur le plan diplomatique.

2-2 M. Saâdoune : L'OTAN a le doigt sur la gâchette.

2-3 Manlio Dinucci : Préparation du débarquement des troupes en Libye.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Libye : Nous refait-on le coup du Kosovo ?

3-2 Fidel Castro : La guerre fasciste de L'Otan.

4 Annexe

4-1 Comaguer : Si tu veux faire la guerre, prépare la guerre !

4-2 William BLUM : Barack Obama « je tuerais pour un prix Nobel de la paix ».

... au cœur des débats.

La guerre en Libye est devenue une « patate chaude » pour l'Occident.

Au fur et à mesure que la guerre en Libye s'est enlisée dans les sables, des voix s'élèvent de la communauté internationale pour un règlement pacifique de ce problème, avec une plus grande intensité. La Turquie, l'Afrique du Sud, la Russie et d'autres pays émergents, ainsi que l'Allemagne, la Finlande, le Danemark, la Norvège et d'autres pays européens appellent à un règlement de la crise par la voie pacifique et par le dialogue.

Il y a toujours trop de facteurs d'incertitude provoqués par une guerre. Comme les Etats-Unis ont fait face à beaucoup de « *problèmes inattendus* » dans leurs attaques contre l'Irak à l'époque, cette fois-ci les forces alliées américaines, britanniques et françaises font face également à plusieurs « *problèmes inattendus* » que voici.

Le premier, on n'avait pas pensé que la force vitale du pouvoir de Kadhafi était si puissante. Le deuxième, on n'avait pas pensé que l'opposition libyenne était si faible. L'Occident a mis l'enjeu politique trop tôt sur les forces antigouvernementales de la Libye. Et après, l'Occident espérait qu'avec une intervention militaire de sa part, les forces de l'opposition pouvaient prendre des lieux stratégiques de la Libye pour renverser le pouvoir de Kadhafi. Mais, on n'avait pas pensé que les forces antigouvernementales, telles qu'un château de sable, puissent être mises en déroute, dès qu'elles ont rencontré des troupes gouvernementales. Même avec un soutien aérien de l'Occident, les forces antigouvernementales, qui manquent d'un commandement unifié, d'armes lourdes et d'un entraînement nécessaire, n'arrivent pas à vaincre les troupes gouvernementales et ne peuvent tout au plus que rivaliser avec elles. La guerre au moyen de hautes technologies « brûle de l'argent », Plus la guerre dure, plus elle est défavorable à l'Occident. En outre, les prix de pétrole ont augmenté du fait de cette guerre. Maintenant, les Etats-Unis ont déjà remis le pouvoir de commandement à l'Otan. Quant à la Grande-Bretagne et la France, leur confiance a diminué.

Du point de vue de la morale, l'Occident s'est enlisé dans les sables d'Afrique du nord. A l'heure actuelle, les événements en Libye sont déjà devenus une guerre civile réelle, non plus une « répression de civils par le gouvernement », aux yeux de l'Occident. Si l'intervention de l'Occident continue, elle causerait une plus grande perte en vies humaines. Cela irait à l'encontre de l'objectif initial des forces alliées occidentales, celui de « protéger les civils ». Du point de vue militaire, du fait que la force de combat des forces antigouvernementales est insuffisante, pour pouvoir atteindre son objectif de mettre fin au pouvoir de Kadhafi, l'Occident ne pourrait que dépêcher des troupes terrestres. Cela dépasserait le cadre du pouvoir autorisé par l'ONU et verrait probablement se reproduire le schéma de la guerre en Irak. Au regard de la morale, quand les forces alliées des Etats-Unis et de pays européens ont lancé au début leurs attaques aériennes contre la Libye, elles ont été suspectées d'utiliser la résolution de l'ONU à des fins « personnelles ». A mesure que la guerre se prolonge, le but réel de la Grande-Bretagne et de la France se révèle de plus en plus. Le Président vénézuélien Hugo Chavez et le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad ont critiqué cette fois-ci l'Occident de « lancer des attaques pour le pétrole ». Somme toute, le règlement du problème libyen par des moyens militaires s'est avéré jusque là inefficace et le règlement politique a été déjà inscrit à l'ordre du jour. Mais les moyens militaire et politique ne sont que l'envers et l'endroit d'une même pièce de monnaie. Les problèmes « inattendus », autant de problèmes épineux, attendent encore d'être réglés.

l'Quotidien du Peuple en ligne,

11 avril

<http://french.people.com.cn/Horizon/7346479.html>

1 Guerres de l'Otan

Au jour le jour

10-04

Sur le terrain, l'Otan a intensifié dimanche ses bombardements contre les forces de Mouammar Kadhafi contre la ville de Misrata, dans l'ouest de la Libye, et entraver leur progression dans l'est du pays.

L'Alliance atlantique dit avoir détruit 11 chars aux abords de la ville d'Ajdabiah, qui semblait sur le point de tomber dimanche, et 14 près de Misrata, le seul bastion insurgé dans l'ouest de la Libye, assiégé depuis six semaines. Les frappes de l'Otan semblent avoir permis de repousser un assaut lancé samedi par les forces de Mouammar Kadhafi contre Ajdabiah, un verrou sur la route menant à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et bastion des insurgés dans l'Est.

Les combattants loyalistes ont bombardé Ajdabiah pendant plusieurs heures, certains s'avançant même dans la ville, avant que les insurgés n'en reprennent le contrôle dimanche dans l'après-midi.

Politique

Dans les coulisses

L'OTAN a bloqué pendant 18 jours la médiation de l'Union africaine.

Une délégation de l'Union africaine est parvenue, dimanche 10 avril 2011, à rencontrer le colonel Mouammar Kadhafi à Tripoli. À l'issue des entretiens, le chef de la délégation, le président sud-africain Jacob Zuma, a indiqué à la presse que la « feuille de route » permettant la sortie de crise avait été acceptée par le « Frère Guide ».

La délégation, composée —outre du secrétaire général Jean Ping— des présidents sud-africain, malien (Amadou Toumani Touré), mauritanien (Mohamed Ould Abdel Aziz) et congolais (Denis Sassou Nguesso), est alors partie pour Benghazi afin d'y rencontrer le Conseil national de transition.

La « feuille de route » a été rédigée par le Comité ad hoc de l'Union africaine le 19 mars à Nouackchott, soit le jour même du début des opérations militaires de la coalition.

Elle a été adoptée le 23 mars par le Conseil Paix et Sécurité de l'Union africaine.

Depuis cette date, l'Union africaine tente désespérément de se rendre à Tripoli pour conclure avec le colonel Kadhafi, mais s'en trouve empêchée par la coalition. Il aura fallu de nombreuses démarches diplomatiques, dont la saisine du secrétaire général des Nations Unies pour qu'il se coordonne avec l'OTAN, afin qu'un couloir aérien soit ouvert pour la délégation de l'UA.

Les dirigeants occidentaux n'ont eu de cesse d'expliquer à leurs opinions publiques que les opérations militaires étaient soutenues par l'Union africaine, tandis que de son côté l'UA dénonçait le recours à la force, boycottait les sommets organisés par la coalition à Paris (19 mars) et à Londres (29 mars), et accusait l'OTAN d'avoir outrepassé le mandat des Nations Unies. La coalition a en réalité bloqué les négociations et procédé à 18 jours de bombardements sauvages. Comme cela était malheureusement prévisible, les conseillers occidentaux des rebelles libyens les poussent actuellement à rejeter la « feuille de route ». Le Conseil national de transition exige donc comme préalable à toute « négociation »... la capitulation du colonel Kadhafi.

<http://www.voltairenet.org/article169382.html>

11/04

Sur le terrain

L'Otan va poursuivre ses bombardements en Libye

L'Otan va poursuivre ses frappes aériennes en Libye sur les forces de Mouammar Kadhafi tant qu'elles constitueront une menace pour les civils, a déclaré lundi un responsable de l'Alliance atlantique.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a exhorté l'Otan à mettre fin à ses bombardements contre l'armée régulière pour offrir une chance de succès à un éventuel cessez-le-feu.

Le colonel Kadhafi a accepté dimanche la "feuille de route" de l'Union africaine, qui prévoit un cessez-le-feu immédiat dans le pays, après une rencontre à Tripoli avec les membres de la délégation africaine.

"Nous continuerons à faire pression sur les forces qui menacent les civils et nos opérations vont se poursuivre", a dit à Reuters un responsable de l'Otan, qui a requis l'anonymat. "Nos avions volent toujours (dans le ciel libyen) et quand nous voyons une menace pour les civils nous agissons", a-t-il ajouté.

Reuters, 11 avril - 7h10

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Otan : Perte de vitesse au front et sur le plan diplomatique.

« Jusqu'à hier (jeudi 7 avril 2011) nous n'étions pas informés que les forces de l'opposition utilisaient des tanks ». C'est en ces termes agacés que le contre-amiral Russell Haring, du Commandement unifié de l'OTAN, a refusé hier à Naples de « s'excuser » pour la tragique erreur de jeudi, où au moins quatre roquettes tirées par ces chasseurs bombardiers de la coalition ont touché un convoi de tanks des insurgés qui allait d'Ajdabiya vers Braga, donc vers la ligne de front, provoquant la mort de 4 (ou 13) (ou « 6.000 », NdT) anti-kadhafistes. La réaction des insurgés a été âpre : nous les avons avisés que nous allions nous déplacer vers l'ouest, a dit Abdel Fattah Younis, le chef militaire des rebelles (qui a révélé pour la première fois avoir reçu des « armes antichars » d'un pays tiers, le Qatar). C'est le troisième cas reconnu d'erreurs tragiques ou d'effets collatéraux depuis que l'OTAN a pris la conduite de la guerre humanitaire, il y a une semaine (à part la quarantaine de civils morts dans les attaques sur Tripoli dénoncés par l'évêque catholique Martinelli). « Il arrive qu'il y ait des erreurs », a dit le ministre des affaires étrangères anglais Hague, et l'OTAN dira « sorry ». Plus tard, le secrétaire de l'Alliance, Rasmussen, a corrigé le tir : il n'a pas présenté d'excuses mais a dit que l'OTAN « regrette fortement la perte de vies humaines » et essaiera d'être plus attentive (peut-être est-ce pour cela que les rebelles ont décidé de peindre en rose les toits des véhicules qu'ils utilisent), même si l'irritation est palpable envers les insurgés qui, il y a deux jours seulement, avaient demandé une forte augmentation des « air strikes ». Le cas témoigne en tous cas de la situation chaotique, sur le terrain militaire comme sur le plan diplomatique où prolifèrent les rencontres et les initiatives mais où, pour le moment, les résultats font défaut. Hier la polémique portait sur l'état de la guerre : « en perte de vitesse », « fluide » ou « impasse » ? L'OTAN travaille « pour trouver une solution politique » qui passe par un cessez-le-feu immédiat et « la transition vers la démocratie », a déclaré un porte-parole. Quoi qu'il en soit, le front, 20 jours après le début de l'intervention humanitaire, semble à l'arrêt. On se bat autour de Ajdabiya et Brega et -situation la plus dramatique- à Misurata, où hier un navire de la FAO a apporté des vivres et des médicaments de première nécessité, et où l'Unicef et la Croix-Rouge essaient de vérifier les accusations selon lesquelles des tireurs embusqués tirent sur les enfants. Mardi est programmée à Luxembourg une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (on est en train de discuter si on invite aussi « à un niveau formel » des représentants du Conseil national de transition de Bengazi, ainsi que l'ont demandé la France, l'Italie et l'Espagne) ; et mercredi, à Doha (Qatar), la deuxième réunion du Groupe de contact sur la Libye : où l'on fera le point sur la situation, et où le premier ministre turc Erdogan présentera sa « roadmap » pour la pacification de la Libye (déjà rejetée par le Cnt en tant qu' « initiative personnelle » : « aucune négociation avant que Kadhafi et sa famille n'aient quitté le pays »).

A l'ONU on parle d'une possible mission « militaire humanitaire » à Misurata, à confier à l'OTAN ou à l'Ue. Mission qui pourrait cependant être aussi le prétexte pour contourner l'interdiction d'envoyer des troupes sur le terrain. Demain, enfin, partira pour la Libye (« l'est et l'ouest ») la commission d'enquête sur les violations des droits humains instituée en février par la résolution du Conseil de l'ONU pour les droits humains. A Genève on assure qu'elle sera « juste, impartiale et indépendante ».

Domage qu'elle parte après et non avant que la guerre (*motivée à l'ONU par la violation des droits humains sur le terrain, NdT*) n'ait été déclenchée. **s.d.q.**

Edition de samedi 9 avril 2011 de **il manifesto**

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110409/manip2pg/06/manip2pz/300974/>

2-2 M. Saâdoune : L'OTAN a le doigt sur la gâchette.

Les déploiements militaires au large de la Libye ne sont pas destinés uniquement à évacuer des réfugiés en fuite d'un pays en plein tumulte. Ce sont des pré-positionnements armés en attente d'une opportunité d'intervention. Et c'est de Kadhafi et de ses milices qu'ils attendent le vrai feu vert.

Kadhafi et son clan sont surpris de la versatilité de leurs amis occidentaux qui les lâchent aujourd'hui alors qu'ils ont fait preuve de tant de largesses envers eux. Le « zingua, zingua » de Tripoli ne désespère pas, apparemment, de les convaincre qu'il est le rempart qui empêcherait Ben Laden d'envoyer ses bateaux « corsaires » à l'assaut de la paisible Europe. Bien entendu, Kadhafi ne croit pas un traître mot de ce qu'il avance. Il sait aussi qu'en face, chez les Européens, on n'accorde pas vraiment d'importance à ce qu'il dit. Mais on observe l'usage des moyens militaires à sa disposition.

Les Occidentaux ont clairement entendu les insurgés leur signifier sur tous les tons que leurs troupes sont indésirables en Libye. Ce n'est donc pas chez les insurgés qu'ils trouveront l'alibi ou la légitimation à une intervention directe. Cet alibi, ils semblent plutôt l'attendre de Kadhafi et de son clan. Ce serait l'ultime service que ce régime rendra à ses « amis » occidentaux. Ils comptabilisent déjà ses crimes réels - et sans doute en rajoutent-ils - pour rapprocher le moment où « l'ingérence humanitaire » deviendra nécessaire.

Les déploiements militaires au large de la Libye ne sont pas destinés uniquement à évacuer des réfugiés en fuite d'un pays en plein tumulte. Ce sont des pré-positionnements armés en attente d'une opportunité d'intervention. Et c'est de Kadhafi et de ses milices qu'ils attendent le vrai feu vert.

Car, à l'évidence, certains en Occident ne peuvent se contenter de l'idée, soutenue par l'insurrection, de créer une zone d'exclusion aérienne pour empêcher l'usage des avions de combat contre les civils. Ce qu'ils veulent, c'est une occupation directe qui permet de contrôler directement les puits pétroliers et d'orienter la future Libye dans la « bonne direction ».

Kadhafi qui croit qu'il est la « *gloire et l'histoire et l'avenir* » ne fera rien pour épargner aux Libyens cette intrusion extérieure catastrophique. Il n'est pas prêt à se rendre à l'évidence en se démettant et de rendre ainsi le seul service possible à son pays. Il cherche une ingérence qui créera la confusion et installera la division parmi les Libyens. En face, on n'attend que ça. Les marchés sur-réagissent à une réduction de la production pétrolière libyenne - très aisément compensable par les Saoudiens et d'autres - et renforcent l'appel à ingérence. De manière ingénue - n'est-ce pas ? -, des analystes boursiers en traitant de la hausse du prix du pétrole posent des questions d'ordre militaire du type : « *Combien de temps les Occidentaux peuvent-ils rester sans intervenir ?* ». On connaît la réponse : le temps que Kadhafi accumule les éléments d'un alibi.

L'Otan qui est une alliance militaire, historiquement hostile à la libération des peuples, va discuter de la Libye jeudi et vendredi. Officiellement, elle n'entend pas intervenir mais se contente « *d'effectuer une planification prudente, pour toute éventualité* ». Mais son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, qui en tant que Premier ministre danois s'est livré à un discours de détestation des Arabes digne des adeptes des guerres de civilisations et de religion, a le doigt sur la gâchette, qui le démange. « *Si Kadhafi et ses militaires continuent à attaquer la population libyenne de manière systématique, je ne peux imaginer que la communauté internationale et l'ONU restent passives* ».

On ne peut mieux dire... Kadhafi ne rendra pas à son pays le seul service possible de s'en aller. Il semble prêt à rendre un nouveau service, l'ultime, à cet impérialisme qu'il faisait mine de pourfendre mais dont il est devenu l'un des plus serviles laquais.

mardi 8 mars 2011 - 09h:01

M. Saâdoune - Le Quotidien d'Oran

2-3 Manlio Dinucci : Préparation du débarquement des troupes en Libye.

Depuis que l'OTAN, le 31 mars, a pris le commandement de la guerre en Libye, rebaptisée « *Opération protecteur unifié* », sa Task force conjointe, dont le quartier général est à Naples, a effectué plus de 1.500 raids aériens, c'est-à-dire plus de 150 par jour. Y participent - avec les chasseurs bombardiers anglais Typhoon, les français Mirage et Rafale, et d'autres avions- des avions étasuniens passés de l'US Air Force à l'OTAN. Parmi ceux-ci les A-10 Thunderbolt (foudre, NdT) et AC-130 Specter, dotés de canons qui tirent jusqu'à 6.000 projectiles à la minute, en majorité à l'uranium appauvri. Participe aussi à l'opération, avec le bombardier stratégique B-2 Spirit d'attaque nucléaire qui a frappé Tripoli avec des bombes non-nucléaires d'une tonne chacune, le sous-marin Uss Florida de la classe Ohio : doté de 24 rampes de lancement pour missiles nucléaires Trident, il est maintenant armé de 154 missiles Tomahawk non-nucléaires (mais avec une tête à l'uranium appauvri) et transporte 100 commandos qui effectuent des incursions en mini-sub.

Tout cela pourtant ne suffit pas. Le contre-amiral britannique Russell Harding, commandant-adjoint de l'opération, a déclaré dans une conférence de presse à Naples que les bombardements aériens et navals ont réduit de 30%

la capacité militaire libyenne, rendant l'aviation inopérante, et réduisant fortement les défenses anti-aériennes. Mais il a ajouté que les forces gouvernementales ont recouru à des « *tactiques non conventionnelles* », en se mêlant au trafic routier. Les accusant ainsi d'être eux-mêmes les responsables du fait que les avions OTAN ont touché des forces rebelles, en les prenant pour ennemies.

Dans une audition au Sénat, à Washington, le général Carter Ham, chef du Commandement Africa qui a conduit l'opération avant que le Pentagone ne la passe à l'OTAN, a confirmé que les USA ont mis à disposition de l'Alliance des avions de combat, comme les puissantes canonnières volantes AC-130 : mais malgré tout cela, la situation sur le terrain reste bloquée. Les attaques aériennes et navales OTAN en soutien aux forces rebelles n'arrivent pas à permettre à celles-ci d'avoir le dessus sur les forces gouvernementales, car elles sont numériquement et militairement inférieures. En même temps, les préoccupations vont croissant quant à la fourniture d'armes aux rebelles, étant donnée la présence de groupes d'Al Qaeda dans leurs rangs. Le général Ham retient ainsi que « *l'utilisation d'une force terrestre internationale constitue un plan possible pour soutenir les rebelles libyens* ».

Mais, prévient le général Ham, les conditions ne sont pas idéales pour envoyer des troupes étasuniennes sur le sol libyen : le président Obama a exclu à plusieurs reprises cette possibilité, et cet envoi susciterait des réactions dans le monde arabe. Il convient en outre de considérer que, si des forces étasuniennes étaient employées trop longtemps en Libye, cela aurait des effets négatifs à long terme pour d'autres missions. Nombre de ces troupes se préparent à partir en Afghanistan, ou en sont à peine revenues.

Le général Ham conclut donc : « *Il est important que les USA donnent cette charge à l'OTAN* ». Nous sommes donc avertis : sous peu l'appel aux armes pourrait arriver aussi aux troupes italiennes. Fassent nos « *volontaires* » à nous, ceux qui soutiennent la guerre, que les troupes italiennes débarquent à Tripoli le 5 octobre : elles pourront ainsi célébrer le centenaire de l'entreprise coloniale italienne en Libye.

Edition de dimanche 9 avril 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110410/manip2pg/03/manip2pz/301039/>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Libye : Nous refait-on le coup du Kosovo ?

Moins de 12 ans après que l'OTAN ait mis la Yougoslavie en pièce sous les bombes, et détaché la province du Kosovo de la Serbie, il y a des signes que l'alliance militaire se prépare pour une autre petite « guerre humanitaire » victorieuse, cette fois contre la Libye. Les différences sont, bien entendu, énormes. Mais penchons-nous sur quelques-unes des similitudes troublantes.

Un chef de file diabolisé

En tant que "nouvel Hitler", l'homme que vous adorez détester et avez besoin de détruire, Slobodan Milosevic était en 1999 un néophyte par rapport à Mouammar Kadhafi aujourd'hui. Les médias avaient eu moins d'une décennie pour transformer Milosevic en un monstre, alors qu'avec Kadhafi, ils ont disposé de plusieurs décennies. Et Kadhafi est plus exotique, parle moins l'anglais et se présente devant le public dans des tenues qui pourraient avoir été créées par John Galliano (un autre monstre récemment démasqué). Cet aspect exotique suscite les moqueries et mépris ancestraux envers les cultures inférieures avec lesquels l'Occident a gagné sa place victorieuse, avec lesquels l'Afrique a été colonisée, et avec lesquels le Palais d'Été de Beijing a été ravagé par les soldats occidentaux se battant pour rendre le monde sûr pour la dépendance à l'opium.

Le chœur des « nous devons faire quelque chose »

Comme avec le Kosovo, la crise en Libye est perçue par les faucons comme une opportunité pour affirmer la puissance. L'inénarrable John Yoo, le conseiller juridique qui a coaché l'administration Bush II dans les avantages de la torture des prisonniers, a utilisé le Wall Street Journal pour conseiller à l'administration Obama d'ignorer la Charte des Nations Unies et de sauter dans la mêlée libyenne. « En mettant de côté les règles archaïques de l'ONU, les États-Unis peuvent sauver des vies, améliorer le bien-être global, et, en même temps, servir ses propres intérêts nationaux » a proclamé J. Yoo. Et un autre théoricien de l'impérialisme humanitaire, Geoffrey Robertson, a déclaré à The Independent que, malgré les apparences, violer le droit international est légal.

Le spectre des « crimes contre l'humanité » et du « génocide » est évoqué pour justifier la guerre

Comme avec le Kosovo, un conflit interne entre un gouvernement et des rebelles armés est présenté comme une « crise humanitaire » dans lequel un seul côté, le gouvernement, est supposé être

« criminel ». Cette criminalisation a priori est exprimée en faisant appel à un organe judiciaire international pour examiner les crimes qui sont supposés avoir été commis, ou être sur le point d'être commis. Dans son éditorial, Geoffrey Robertson rend clair comme du cristal la manière dont la Cour pénale internationale est utilisée pour préparer le terrain à une intervention militaire éventuelle. La CPI peut être utilisée par l'Occident pour contourner le risque d'un veto du Conseil de sécurité à une action militaire, explique-t'il :

"Dans le cas de la Libye, le Conseil a au moins à un important précédent en endossant à l'unanimité une référence à la Cour pénale internationale. [...] Alors, qu'advient-il si les inculpés lybiens non-arrêtés aggravent leurs crimes - par exemple en pendant ou en fusillant de sang-froid leurs adversaires, des témoins potentiels, des civils, des journalistes ou des prisonniers de guerre ? [Notons que jusqu'à présent il n'y a pas d'"inculpés", et aucune preuve des "crimes" que ces inculpés pourraient "aggraver" de diverses façons imaginaires. Mais Robertson est désireux de trouver un moyen pour l'OTAN de "relever le gant", si le Conseil de sécurité décide de ne rien faire.]

"Les imperfections du Conseil de sécurité exigent la reconnaissance d'un droit limité, sans son mandat, pour une alliance comme l'OTAN d'utiliser la force pour empêcher la perpétration de crimes contre l'humanité. Ce droit se pose une fois que le Conseil a identifié une situation comme une menace à la paix mondiale (et c'est ainsi qu'il a identifié la Libye, en la déférant, à l'unanimité, au procureur de la CPI). "

Donc déférer un pays au procureur de la CPI peut être un prétexte pour mener une guerre contre ce pays ! Soit dit en passant, la compétence de la CPI est censée s'appliquer aux Etats qui ont ratifié le traité l'instituant, ce qui, si je ne m'abuse, n'est pas le cas de la Libye - ni des États-Unis. Une grande différence, cependant, c'est que les États-Unis a été en mesure de convaincre, d'intimider ou de corrompre de nombreux Etats signataires afin qu'ils acceptent des accords selon lesquels jamais, en aucune circonstance, ils n'envoyeront aucun contrevenant américain à la CPI. C'est un privilège refusé à Kadhafi.

Robertson, membre du conseil de justice des Nations Unies, conclut que : « Le devoir d'arrêter un massacre d'innocents, comme étant le mieux que nous pouvons faire s'ils implorant notre aide, a "cristallisé" le fait que faire usage de la force par l'OTAN est non seulement "légitime", mais "légal". »

L'idiotie de gauche

Il ya douze ans, la plus grande partie de la gauche européenne a soutenu "la guerre du Kosovo" qui a mis l'OTAN sur le chemin sans fin qu'elle poursuit aujourd'hui en Afghanistan. N'ayant rien appris, beaucoup semblent prêts à une répétition. Une coalition de partis qui se fait appeler la Gauche Européenne a publié une déclaration « condamnant fermement la répression perpétrée par le régime criminel du colonel Kadhafi » et exhortant l'Union européenne à « condamner l'usage de la force et à agir rapidement pour protéger les personnes qui manifestent pacifiquement et luttent pour leur liberté ». Dans la mesure où l'opposition à Kadhafi n'est pas exactement en train de « manifester pacifiquement », mais a en partie pris les armes, cela revient à condamner l'usage de la force par certains et pas par d'autres - mais il est peu probable que les politiciens qui ont rédigé cette déclaration réalisent même ce qu'ils disent.

La vision bornée de la gauche est illustrée par la déclaration d'un document trotskyste selon laquelle : « De tous les crimes de Kadhafi, celui qui est sans doute la plus grave et le moins connu est sa complicité avec la politique migratoire de l'UE ... » Pour l'extrême gauche, le plus grand péché de Kadhafi est de coopérer avec l'Occident, de même que l'Occident doit être condamné pour avoir coopéré avec Kadhafi. C'est une gauche qui complète utilement le cortège pour la guerre".

Les réfugiés

La masse des réfugiés fuyant le Kosovo alors que l'OTAN commençait sa campagne de bombardement a été utilisée pour justifier ces bombardements, sans enquête indépendante sur les diverses causes de cet exode temporaire - une cause principale étant probablement les bombardements mêmes. Aujourd'hui, à la manière dont les médias rapportent sur le grand nombre de réfugiés qui quittent la Libye depuis que les troubles ont commencé, le public pourrait avoir l'impression qu'ils fuient la persécution faite par Kadhafi. Comme c'est souvent le cas, les médias se concentrent sur l'image superficielle sans rechercher des explications. Un peu de réflexion peut combler le déficit d'information. Il est très peu probable que Kadhafi chasse les travailleurs étrangers que son gouvernement a amené en Libye pour réaliser des projets d'infrastructure importants. Au contraire, il est assez clair que certains des rebelles

« démocratiques » ont attaqué les travailleurs étrangers par pure xénophobie. L'ouverture de Kadhafi aux Africains Noirs en particulier, a contrarié un certain nombre d'Arabes. Mais il ne faut pas dire trop à ce sujet, puisqu'ils sont maintenant nos "Bons". C'est un peu la façon dont les attaques albanaises contre les Roms au Kosovo ont été négligées ou excusées par les occupants de l'OTAN au motif que « les Roms avaient collaboré avec les Serbes ».

Oussama ben Laden

Une autre ressemblance entre l'ex-Yougoslavie et la Libye, c'est que les États-Unis (et ses alliés de l'OTAN) se retrouvent une fois de plus du même côté que leur vieil ami du temps des moudjahidin afghans, Oussama ben Laden. Oussama ben Laden a été un allié discret du parti islamiste d'Alija Izetbegovic au cours de la guerre civile en Bosnie, un fait qui a été soigneusement négligé par les puissances de l'OTAN. Bien entendu, les médias occidentaux ont largement rejeté l'affirmation actuelle de Kadhafi selon laquelle il se bat contre Ben Laden comme les divagations d'un fou. Cependant, le combat entre Kadhafi et Ben Laden est très réel et antérieure au 11 Septembre 2001, les attentats contre les Twin Towers et le Pentagone. En effet, Kadhafi a été le premier à essayer d'alerter Interpol sur Ben Laden, mais n'a obtenu aucune coopération de la part des États-Unis. En Novembre 2007, l'AFP a rapporté que les dirigeants du "Groupe islamique combattant" en Libye avaient annoncé qu'ils se joignaient à Al-Qaïda. Comme les moudjahidin qui ont combattu en Bosnie, le groupe islamiste lybien a été créé en 1995 par des vétérans de la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980, lutte parrainée par les USA. Leur objectif déclaré était de renverser Kadhafi en vue d'établir un état islamiste radical. La base de l'Islam radical a toujours été la partie orientale de la Libye où la révolte en cours a éclaté. Puisque cette révolte ne ressemble en rien aux manifestations de masse pacifiques qui ont renversé les dictateurs en Tunisie et en Egypte, mais a visiblement une composante de militants armés, on peut raisonnablement supposer que les islamistes prennent part à la rébellion.

Le refus de négociations

En 1999, les États-Unis étaient désireux d'utiliser la crise du Kosovo pour donner au nouveau rôle « hors zone » de l'OTAN son baptême du feu. La mascarade des pourparlers de paix à Rambouillet a été sabordée par Secrétaire d'Etat étatsunienne Madeleine Albright, qui a mis à l'écart les dirigeants albanais du Kosovo plus modéré en faveur de Hashim Thaci, le jeune chef de l'"Armée de Libération du Kosovo", un réseau notoirement lié aux activités criminelles. Il y avait un peu de tout dans les rebelles albanais du Kosovo, mais comme cela arrive souvent, les États-Unis sont arrivés et en ont pris le pire.

En Libye, la situation pourrait être encore pire

Mon impression, en partie en raison de la visite que j'ai faite à Tripoli il y a quatre ans, c'est que la rébellion actuelle est un ensemble beaucoup plus varié, avec de graves contradictions internes potentielles. Contrairement à l'Egypte, la Libye n'est pas un État fort peuplé, qui a des milliers d'années d'histoire, un fort sentiment d'identité nationale et une longue culture politique. Il y a un demi-siècle, c'était l'un des pays les plus pauvres de la planète, et il n'est pas encore complètement sorti de sa structure clanique. Kadhafi, à sa manière excentrique personnelle, a été un facteur de modernisation, utilisant les revenus du pétrole pour élever le niveau de vie à l'un des plus élevés sur le continent africain. L'opposition vient, paradoxalement, à la fois de réactionnaires islamistes traditionnels d'une part, qui le considèrent comme un hérétique pour ses opinions relativement progressistes, et d'autre part des bénéficiaires occidentalisés de la modernisation, qui sont gênés par l'image de Kadhafi et veulent encore plus de modernisation. Et il y a d'autres tensions qui peuvent conduire à la guerre civile et même à un éclatement du pays selon des critères géographiques.

Jusqu'à présent, les chiens de guerre sont en train de renifler ici et là pour avoir d'avantage d'effusions de sang qu'il n'y en a déjà. Les États-Unis ont mené l'escalade du conflit au Kosovo dans le but « d'avoir à intervenir », et c'est ce qui risque de se passer actuellement avec la Libye, où est encore plus grande l'ignorance de l'Occident sur ce qu'il y produira.

La proposition de Chavez de médiation neutre pour éviter la catastrophe est la voie de la sagesse. Mais en Otanie, la notion même de résoudre les problèmes par la médiation pacifique plutôt que par la force, semble s'être évaporée.

Source : [Jacques Tourtaux](#)

16 mars 2011

3-2 Fidel Castro : La guerre fasciste de L'Otan.

Pas besoin d'être voyant pour savoir que ce que j'avais prévu avec une précision rigoureuse dans trois Réflexions publiées sur le site **CubaDebate** entre le 21 février et le 3 mars :

« *Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye* »,

« *La danse macabre du cynisme* » et

« *La guerre inévitable de l'OTAN* », allait se passer.

Même les dirigeants fascistes de l'Allemagne et de l'Italie ne furent pas aussi impudents lors de la guerre civile espagnole de 1936, un épisode dont beaucoup se sont sans doute souvenus ces jours-ci.

Presque soixante-quinze ans se sont écoulés depuis, mais rien n'est comparable aux changements qui ont eu lieu en soixante-quinze siècles ou, si on le veut, en soixante-quinze millénaires de vie humaine sur notre planète.

Ceux qui, comme moi, donnent une opinion sereine sur ces points semblent parfois exagérer. J'ose dire que nous sommes plutôt naïfs de supposer que tout le monde devrait être conscient de la duperie ou de l'ignorance colossale où l'humanité a été entraînée.

En 1936, deux systèmes, deux idéologies à peu près égaux en pouvoir militaire se faisaient face d'une manière intense.

Les armes d'alors ressemblaient à des jouets au regard des armes actuelles. Malgré leur pouvoir destructeur et localement meurtrier, la survie de l'humanité était garantie. Des villes entières, voire des nations pouvaient être virtuellement rasées, certes, mais jamais les être humains en leur totalité ne pouvaient être plusieurs fois exterminés à cause du pouvoir stupide et suicidaire que permettent les sciences et les technologies actuelles.

Compte tenu de ces réalités, les nouvelles qui ne cessent de parvenir au sujet de puissants missiles dirigés par laser et d'une précision totale, de chasseurs-bombardiers qui volent à deux fois la vitesse du son, de puissants explosifs capables de faire fondre des métaux durcis à l'uranium, un matériaux dont l'effet sur les habitants et leurs descendants perdure pour des temps indéfinis, ont de quoi faire honte. Cuba a exposé sa position sur le problème interne libyen à la réunion de Genève : elle a défendu sans hésiter l'idée d'un règlement pacifique et elle s'est opposée catégoriquement à toute intervention militaire étrangère.

Dans un monde où les États-Unis et les puissances capitalistes développées d'Europe, leurs alliées, s'emparent toujours plus des ressources et du fruit du travail des peuples, tout citoyen honnête, quelle que soit sa position face à son gouvernement, s'opposerait catégoriquement à une intervention militaire étrangère dans sa patrie.

Le plus absurde de la situation actuelle, c'est que, juste avant le déclenchement de cette guerre brutale dans le Nord de l'Afrique, un accident nucléaire s'était produit dans une autre région du monde à presque dix mille kilomètres de là, à l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète, à la suite d'un séisme de magnitude 9 et du tsunami qu'il a provoqué, ce qui a coûté à un pays aussi travailleur que le Japon presque trente mille victimes fatales. Un accident pareil n'aurait plus se produire voilà soixante-quinze ans.

En Haïti, un pays pauvre et sous-développé, un tremblement de terre de seulement 7 de magnitude à l'échelle Richter a provoqué plus de trois cent mille morts et des centaines de milliers de blessés.

Mais ce qu'il y a de plus terriblement tragique au Japon, c'est l'accident de la centrale atomique de Fukushima dont il reste encore à déterminer les retombées.

.....

Je peux exprimer en toute liberté mes vues sur la guerre en Libye.

Je ne partage pas des conceptions politiques ou religieuses du leader de ce pays.

Je suis, je l'ai dit, marxiste-léniniste et martinien.

Je vois la Libye comme un membre du Mouvement des pays non alignés et un État souverain, au même titre que les presque deux cents membres de l'Organisation des Nations Unies.

Jamais un pays, grand ou petit – en l'occurrence un pays d'à peine cinq millions d'habitants – n'a été victime d'une attaque aussi brutale de la part de forces de l'air d'une organisation belliciste qui possède des milliers de chasseurs-bombardiers, plus de cent sous-marins, des porte-avions nucléaires et assez d'arsenaux pour détruire bien des fois la planète.

Notre espèce n'a jamais connu une telle situation, et rien de pareil n'existait voilà soixante-quinze ans quand les bombardiers nazis attaquaient des objectifs en Espagne.

Il n'empêche que l'OTAN, cette criminelle discréditée, nous écrira une « *belle* » histoire à dormir debout sur son bombardement « *humanitaire* ».

Si Kadhafi veut faire honneur aux traditions de son peuple et se décide à se battre, comme il l'a promis, jusqu'à son dernier souffle aux côtés des Libyens qui endurent les pires bombardements que jamais aucun pays n'a connus, il traînera dans la fange de l'ignominie l'OTAN et ses visées criminelles.

Les peuples accordent leur respect et leur confiance à ceux qui savent remplir leur devoir.

Voilà plus de cinquante ans, après que les États-Unis eurent assassiné plus de cent Cubains en faisant exploser le cargo *La Coubre*, notre peuple s'est exclamé :

« *La patrie ou la mort !* » Il a tenu parole et il a toujours été prêt à la tenir.

L'un des combattants les plus glorieux de notre histoire s'est écrié :

« *Quiconque tente de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baigné de sang !* »

Qu'on me pardonne la franchise avec laquelle j'aborde cette question.

Fidel Castro Ruz

Le 28 mars 2011

canempechepasnicolas

4 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Comaguer : Si tu veux faire la guerre, prépare la guerre !

Comme chaque année à la même saison, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute - <http://www.sipri.org>) publie son rapport sur le commerce international des armes pendant l'année précédente. Le SIPRI est une fondation indépendante mais son travail très sérieux n'est pas contesté par les Etats concernés. Le rapport ne concerne que les armes conventionnelles puisque les armes nucléaires ne font, en principe, pas l'objet d'échanges commerciaux.

Cette année le SIPRI fait en outre un tableau rétrospectif du commerce des armes de 2006 à 2010.

Le fait majeur de ce quinquennat est que le commerce international des armes conventionnelles a augmenté de 21 % par rapport au quinquennat précédent :2001-2005.

La « guerre contre le terrorisme » lancée en Septembre 2001 continue donc à produire tout son effet dans ce domaine d'activité, la machine militaro-industrielle ayant atteint progressivement, après l'impulsion initiale des guerres d'Afghanistan et d'Irak aujourd'hui poursuivie par l'opération libyenne, une vitesse de croisière élevée. S'ajoute à cette activité strictement guerrière, l'orchestration par les puissances impérialistes de tensions permanentes en premier lieu autour de la Corée du Nord et de l'Iran et de petits conflits : Somalie, Soudan...permettant de maintenir un état général d'inquiétude des gouvernements très favorable aux vendeurs d'armes. Soulignons au passage que les industriels de l'armement qu'ils soient privés ou publics sont soumis à un contrôle strict des Etats dans lesquels ils sont installés et donc que toute vente d'armes a une signification politique immédiate.

Il est donc parfaitement justifié que le SIPRI classe en priorité les vendeurs d'armes par pays et non par firmes (ce qu'il fait par ailleurs dans d'autres bases de données)

Sur la période 2006-2010 les principaux vendeurs d'armes ont été dans l'ordre : Etats-Unis 30%, Russie 23%, Allemagne 11%, France 7%, Royaume-Uni 4%. Ces 5 pays assurent à eux seuls 75% des exportations mondiales d'armement.

Dans ce classement l'évolution la plus notable est l'installation à la 3^o place de l'Allemagne qui a doublé ses ventes par rapport à la période 2001-2005. Cette croissance se fait au détriment de la France qui recule de 8% à 7% et du Royaume Uni dont les ventes ont diminué de 11% entre les deux périodes. Les ventes de la France et du Royaume-Uni additionnées sont aujourd'hui égales à celles de l'Allemagne. C'est une des raisons parmi d'autres de l'alliance renforcée entre les vieilles puissances coloniales dans le nucléaire comme dans les aventures guerrières en cours qui permettent de démontrer, sur cibles vivantes, les capacités des matériels proposés.

Les acheteurs sont beaucoup plus dispersés que les vendeurs. Aucun n'atteint 10% du marché. Le classement pour les années 2006-2010 place dans l'ordre : Inde 9%, Chine 6% Corée du Sud 6%,

Pakistan 5% Grèce, Singapour et Emirats Arabes unis 4%, Algérie, Australie et Etats-Unis 3%. Ces dix importateurs ne représentent que la moitié d'un marché mondial très dissymétrique : des vendeurs peu nombreux et en position de domination, des acheteurs nombreux et dépendants de fournisseurs dont l'avance technique est le fruit d'une politique d'Etat poursuivie sans relâche et qui souffre peu des aléas de la conjoncture économique. Il s'agit donc d'une donnée structurelle qui donne une image exacte de la réalité industrielle et technologique de l'appareil productif de l'impérialisme contemporain.

Quelques observations sur les acheteurs cités.

L'Inde dont la bourgeoisie dirigeante aspire à un rôle mondial doit moderniser une armée toujours prête à un conflit avec le voisin pakistanais et toujours inquiète de l'avance technologique de son voisin chinois que la propagande occidentale présente à l'envi comme agressive. Cependant l'Inde, poursuivant une politique héritée du temps de la guerre froide continue, malgré les offensives de charme des Etats-Unis, à beaucoup acheter à la Russie.

La Chine a désormais assuré son indépendance complète, technique et industrielle, en matière d'armements stratégiques et n'intervient sur le marché que pour des achats de matériel léger : munitions, armes légères.

La Corée du Sud que la présence massive sur son territoire de l'armée US (près de 40 000 hommes) ne semble pas rassurer achète beaucoup aux Etats-Unis qui entretiennent ce mouvement en agitant à longueur de temps l'épouvantail nord-coréen. La Corée du Nord qui ne compte que sur ses propres forces est ainsi contrainte de consacrer une fraction importante de son PIB à son armement.

La Grèce est le pays de l'Union Européenne qui consacre le pourcentage le plus élevé de son PIB à la Défense : 4%. Elle traduit ainsi sa volonté historique de conserver la parité avec l'armée turque.

L'Allemagne – qui vend aussi beaucoup à la Turquie - et la France sont ses deux principaux fournisseurs et sont venues à son secours pour que ses difficultés budgétaires ne viennent pas interrompre ce flux régulier.

L'Afrique est encore peu présente dans ce commerce, les deux principaux acheteurs étant dans l'ordre l'Algérie et l'Afrique du Sud.

Israël qui s'était hissé en 2009 dans les cinq premiers vendeurs d'armes a nettement reculé en 2010, les achats de ses deux plus gros clients : la Colombie et la Turquie ayant sensiblement diminué.

La Libye sous embargo jusqu'en Septembre 2003 n'a depuis concrétisé aucun de ses projets d'achat bien qu'elle ait été sollicitée par la France, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni. La destruction systématique depuis une semaine de son armée démodée va ouvrir, en cas d'installation d'un régime soumis à l'Occident, un vaste champ aux vendeurs d'armes. Nul ne peut prédire lequel d'entre eux prendra la meilleure place sur ce marché mais l'exemple de l'Egypte et des monarchies pétrolières laisse penser que les Etats-Unis n'inviteront personne à la table de ce nouveau festin alimenté par les recettes pétrolières et les plus va-t-en-guerre de la coalition : France et Royaume-Uni, qui auront beaucoup dépensé dans les opérations militaires, ont de bonnes chances d'être floués.

<http://comaguer.over-blog.com>

Au fil des jours et des lectures n°87

25 mars 2011

4-2 William BLUM : Barack Obama « je tuerais pour un prix nobel de la paix ».

Il y a des mots qu'ils ont du mal à prononcer : « *guerre civile* ».

La Libye connaît une guerre civile. Les Etats-Unis et l'Union Européenne et l'OTAN – la Sainte Trinité – sont en train d'intervenir, de manière sanglante, dans une guerre civile. Pour renverser Kadhafi.

La première Sainte Trinité a parlé d'imposer une zone « d'exclusion aérienne ». Après avoir obtenu le soutien des institutions internationales sur ce point précis, ils ont immédiatement déclenché une guerre au quotidien contre les forces armées libyennes et tous ceux qui se trouveraient à proximité. Dans le monde du commerce, on appelle ça « faire mordre le client à l'hameçon ».

Quel est le crime de Kadhafi ? Celui de n'avoir jamais montré suffisamment de respect pour la Sainte Trinité, qui n'a de comptes à rendre qu'aux Nations Unis surtout lorsqu'elle en a besoin pour ses basses besognes et tout en comptant sur Chine et la Russie d'être aussi lâches et hypocrites qu'Obama. Celui que la Sainte Trinité mettra à la place de Kadhafi se montrera plus respectueux.

Alors qui sont les Bons ? Les rebelles libyens, nous dit-on. Ceux qui assassinaient et violaient les noirs africains sur la foi qu'ils étaient tous des mercenaires de Kadhafi. Peut-être que quelques unes de leurs

victimes étaient bel et bien des membres des milices gouvernementales, ou peut-être pas. Au cours des années 90, au nom de l'unité pan-africaine, Kadhafi a ouvert les frontières à des dizaines de milliers d'africains du sub-sahara pour venir vivre et travailler en Libye. Ceci, avec sa vision initiale du Pan-Arabisme, ne lui a pas fait gagner des points auprès de la Sainte Trinité. Les patrons ont le même problème lorsque leurs employés prétendent créer des syndicats. Sans oublier que Kadhafi est fermement antisioniste.

Quelque connaît le genre de gouvernement que les rebelles vont mettre en place ? La Trinité n'en a aucune idée. Dans quelle mesure le nouveau gouvernement sera sous influence islamique, par opposition au gouvernement laïque actuel ? Quelles forces djihadistes seront lâchées dans la nature ? (Et ces forces existent dans l'est de la Libye, où les rebelles sont concentrés). Se débarrasseront-ils d'une bonne partie de l'Etat-providence que Kadhafi a financé avec l'argent du pétrole ? Est-ce que l'économie contrôlée par l'état sera privatisée ? Qui deviendra le propriétaire du pétrole libyen ? Est-ce que le nouveau régime continuera d'investir les revenus du pétrole dans des projets de développement sub-sahariens ? Autorisera-t-il une base militaire US et des exercices de l'OTAN sur son territoire ? Apprendrons-nous d'ici peu que la « *rebellion* » a été instiguée et armée par les services de renseignement de la Sainte Trinité ?

Dans les années 90, Slobodan Milosevic de la Yougoslavie étaient coupable de « crimes » similaires à Kadhafi. Son pays était souvent qualifié de « *dernier bastion communiste en Europe* ». La Sainte Trinité l'ont bombardé, arrêté, et l'ont laissé mourir en prison. Notons que le gouvernement Libyen s'appelle la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste. La politique étrangère des Etats-Unis n'est jamais réellement sortie de la guerre froide.

Il faut examiner de près la « *zone d'exclusion aérienne* » mise en place en Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (mesure prétendument autorisée par les Nations Unies) au début des années 90 et qui a duré plus de dix ans. C'était en réalité un permis de bombarder régulièrement le pays et de tuer des Irakiens, pour affaiblir le pays en vue d'un changement de régime. Qui dans tout l'univers peut résister à la Sainte Trinité ? A-t-on jamais vu dans toute l'histoire tant de puissance de frappe et tant d'arrogance ? Et au fait, pour la 10ème fois, Kadhafi n'est pas l'auteur de l'attentat contre le vol 103 de la PanAm en 1988 (1). Merci d'en informer vos auteurs progressistes préférés.

Barack « je tuerais pour un prix nobel de la paix » Obama

Est-ce que quelqu'un a fait le compte ?

Moi, si. Avec la Libye, ça fait 6.

Six pays contre qui Barack H. Obama a mené une guerre au cours de ses 26 premiers mois de mandat. (Et si quelqu'un me dit que larguer des bombes sur une zone habitée n'est pas un acte de guerre, je lui rappellerais le bombardement japonais de Pearl Harbor).

Le premier président noir des Etats-Unis envahit l'Afrique.

Y'a-t-il encore quelqu'un pour croire que Barack Obama représenterait une sorte d'amélioration par rapport à George W. Bush ?

Il y en a probablement qui le pensent encore : 1- Ceux pour qui la couleur de la peau a une grande importance, et 2 – Ceux qui sont très impressionnés par la capacité de construire des phrases grammaticalement correctes.

Ca ne peut pas être pour une question d'intellect ou d'intelligence. Obama a dit beaucoup de choses qui, prononcées par Bush, auraient provoqué des tollés, des sarcasmes et des rires dans les grands médias. Comme ce que le Président a répété à de nombreuses reprises lorsqu'on lui demandait de mettre Bush et Cheney en accusation pour crimes de guerre, « *je préfère regarder vers l'avenir, pas vers le passé* ». Imaginez un accusé devant un juge qui se défendrait avec de tels arguments. Une telle phrase rend tout simplement caduc toute notion de loi, d'application de la loi, de crime, de justice ou de faits.

Il y a aussi l'excuse avancée par Obama pour ne pas poursuivre les coupables de torture : parce qu'ils ne faisaient qu'obéir aux ordres. Est-ce que cet homme « éduqué » a déjà entendu parler du Tribunal de Nuremberg, où une telle excuse fut sommairement rejetée ? Et à tout jamais, avait dit le tribunal.

A peine 18 jours avant la marée noire dans le Golfe du Mexique, Obama a dit « *Au fait, il se trouve que les plateformes pétrolières ne provoquent pas de marées noires. Ils sont technologiquement très avancés.* » (Washington Post, 27 mai 2010). Imaginez si George W. avait dit la même chose, et les réactions qui auraient suivi.

« *Toutes les forces que nous voyons en œuvre en Egypte sont des forces qui devraient naturellement s'aligner sur nous, et sur Israël,* » a dit Obama le 2 mars (2). Imaginez si Bush avait fait une telle déclaration – que les manifestants arabes en Egypte contre un homme qui recevait des milliards de dollars d'aide des Etats-Unis dont des moyens de répression et de torture, devraient « naturellement » s'aligner avec les Etats-Unis et – que Dieu nous en préserve – Israël.

Une semaine plus tard, le 10 mars, le porte-parole du Département d'Etat P.J. Crowley a déclaré devant un forum à Cambridge, Massachusetts, que le traitement infligé par le Ministère de la Défense au héros de Wikileaks, Bradley Manning, dans une prison de la Marine était « *ridicule, contreproductive et stupide.* » Le lendemain, notre président « intello » fut interrogé sur la déclaration de Crowley. Le Grand Espoir Noir a répondu : « *J'ai demandé au Pentagone si les procédures prises pour son emprisonnement étaient appropriées et correspondent à notre éthique. Ils m'ont assuré que oui.* »

Tout à fait George. Je veux dire Barack. Bush aurait du demander à David Rumsfeld si quelqu'un entre les mains des Etats-Unis était torturé quelque part dans le monde. Il aurait pu ensuite tenir une conférence de presse comme Obama pour annoncer la bonne nouvelle - « *Pas de torture en Amérique !* ». On en rigolerait encore.

Obama a conclu sa remarque par « *Je ne peux pas entrer dans les détails concernant leurs préoccupations, mais cela a quelque chose à voir aussi avec la propre sécurité du soldat Manning.* » (3) Mais oui, bien sûr, Manning est torturé pour son propre bien. Est-ce que quelqu'un peut me rappeler si le bon vieux George s'est rabaissé à de telles absurdités pour justifier l'enfer carcéral de Guantanamo ? Barack Obama n'est-il pas gêné par l'atteinte aux droits de l'homme de Bradley Manning, de la lente dégradation de la santé mentale du jeune homme ?

La réponse à cette question est Non. Le Président n'est pas gêné par ce genre de choses.

Comment je le sais ? Parce que Barack Obama n'est gêné par rien tant qu'il a la possibilité d'exulter dans son rôle de Président des Etats-Unis, de manger ses hamburgers et de jouer au basket. Permettez-moi de rappeler ce que j'ai écrit en mai 2009 :

« *Je crains de plus en plus que le problème est que cet homme ne croit vraiment en rien, et certainement pas lorsque le sujet est controversé. Il a appris il y a longtemps à prendre position pour éviter la controverse, comment exprimer une opinion sans prendre clairement parti, à parler avec éloquence pour ne rien dire, comment communiquer à l'auditoire une ensemble de clichés émouvants, de platitudes et de slogans. Et ça a marché. Et même bien ! Que pourrait-il bien arriver, maintenant qu'il est président des Etats-Unis, qui le ferait changer ?* »

Rappelez-vous que dans son propre livre « *The Audacity of Hope* », Obama a écrit : « *J'ai présenté un écran blanc sur lequel des gens d'horizons politiques divers ont projeté leurs propres aspirations.* »

Obama est un produit de marketing. Il est l'exemple même du produit « *Vu à la télé* ».

L'écrivain Sam Smith a récemment écrit qu'Obama est le président Démocrate le plus conservateur que nous ayons jamais eu. « *Dans l'ancien temps, on aurait trouvé un nom pour lui : Républicain.* »

En fait, si John McCain avant remporté l'élection de 2008, et avait fait exactement la même chose qu'Obama, les progressistes seraient fous de rage.

Je crois qu'Obama est une des pires choses qui soit jamais arrivée à la gauche américaine. Les millions de jeunes qui l'ont soutenu avec enthousiasme vont mettre beaucoup de temps à s'en remettre avant de sacrifier à nouveau leur idéalisme et leur passion sur l'autel du militantisme.

Si vous n'aimez pas la tournure qu'ont pris les choses, la prochaine fois renseignez-vous sur ce que votre candidat veut dire exactement par « *changement* ».

[...]

Les méchants

J'ai écrit à de nombreuses reprises sur les EOD de l'Amérique – EOD Ennemis Officiellement Déclarés : Mahmoud Ahmadinejad, Hugo Chávez, Fidel Castro, Daniel Ortega, Hasan Nasrallah, Moammar Gaddafi et d'autres. A partir du moment que le gouvernement des Etats-Unis fait clairement savoir qu'un dirigeant étranger particulier ne fait pas partie des Gentils, qu'il croit que les Etats-Unis ne sont pas un cadeau de Dieu à l'humanité, et qu'il n'est pas disposé à laisser son pays devenir un état servile, les grands médias embrayent systématiquement et font tout leur possible pour dénigrer le dirigeant en

question chaque fois que l'occasion leur est offerte. (Si quelqu'un peut me citer une seule exception à cette règle, je serais curieux de la connaître.)

Juan Forero a longtemps été le correspondant en Amérique latine du Washington Post. Il l'est aussi pour la Radio Publique Nationale. Il m'arrivait d'envoyer des courriers au Washington Post au sujet de sa manière de déformer les faits chaque fois qu'il écrivait sur Hugo Chavez et où des erreurs par omission côtoyaient des erreurs sur commande. Aucun de mes courriers n'a jamais été publié, alors j'ai commencé à envoyer mes courriers directement à Forero. Il a répondu une fois qu'il était (en quelque sorte) d'accord avec moi sur un point que j'avais soulevé et il a laissé entendre qu'il tenterait d'éviter de telles erreurs à l'avenir. J'ai pu observer une petite amélioration qui n'a pas duré bien longtemps, puis les habitudes se sont réinstallées. Au cours des troubles en Libye, il a écrit : « *Chavez a dit que "c'était un gros mensonge" que les forces de Kadhafi aient attaqué les civils.* » (7)

Est-ce que Hugo Chavez prend tout le monde pour des imbéciles ? Nous avons tous vu et lu les attaques de Kadhafi contre les civils.

Mais il se trouve que si vous mettez la main sur la version originale en espagnol, vous n'avez pas tout à fait le même son de cloche. Selon l'agence de presse UPI, dans un communiqué en espagnol, Chavez a dit que les combats en Libye constituaient une guerre civile et que ceux qui étaient attaqués n'étaient donc pas de simples manifestants ou civils. Ils faisaient partie d'un des camps dans une guerre civile, ils étaient donc des combattants. (8)

Al Jazeera en Amérique

Les soulèvements en Afrique du nord et au Moyen orient ont sérieusement boosté l'audience d'Al Jazeera, la télévision basée à Doha, au Qatar. Il y a encore peu, les Américains s'en tenaient éloignés car la chaîne était trop souvent associée au Moyen orient et aux Musulmans, ce qui évidemment à son tour fait penser aux terroristes et au « terrorisme ». Tout Américain qui se respecte savait que cette station ne pouvait pas être aussi objective que CBS, CNN, NPR ou Fox News. La station avait quelques raisons pour être paranoïaque quant à ses bureaux aux Etats-Unis, le pays des 10 millions de cinglés (dont plus d'un occupe un poste de haut rang dans le gouvernement). Ses bureaux occupent 6 étages d'un immeuble dans le centre de la capitale, Washington, mais son nom n'apparaît nulle part.

A présent les grands médias citent la chaîne en anglais d'Al Jazeera et retransmettent ses images. De nombreux progressistes, y compris moi, ont pris pour habitude de préférer cette chaîne aux médias US. En général, les informations sont plus consistantes, les invités plutôt progressistes, et il n'y a pas de publicité. Cependant, plus je la regarde, et plus je me rends compte que ses présentateurs et correspondants ne sont pas nécessairement aussi progressistes que ça.

Un exemple parmi de nombreux que je pourrais citer : le 12 mars, le correspondant d'Al Jazeera, Roger Wilkinson, faisait un reportage sur le procès à Cuba d'Alan Gross, un Américain arrêté après avoir distribué des équipements électroniques à des citoyens cubains. Gross étaient entré à Cuba avec un visa touristique mais se trouvait sur l'île en réalité pour le compte de Development Alternatives Inc. (DAI), un sous-traitant privé qui travaille pour l'Agence pour le Développement International (AID, acronyme anglais, souvent citée comme USAID - NdT), qui est une division du Département d'Etat des Etats-Unis. Gross agissait donc en tant qu'agent non déclaré au service d'une puissance étrangère. Wilkinson a raconté cette histoire très controversée avec tout l'innocence et les déformations dignes des grands médias US. Il a mentionné au passage que le gouvernement cubain tente de contrôler l'Internet. Que peut-on conclure d'autre, sinon que le gouvernement cubain veut cacher quelque chose à son peuple ? Tout comme les grand médias US, Wilkinson n'a pas donné d'exemple de site internet bloqué par le gouvernement cubain, peut-être pour la simple et bonne raison qu'il n'y en a pas. Et en quoi consisterait cette terrible réalité que les Cubains pourraient découvrir sur Internet ? Ironiquement, c'est le gouvernement des Etats-Unis et les multinationales US qui empêchent l'accès de l'île à Internet, pour des raisons politiques et en facturant leurs services à un prix prohibitif pour le Cuba. C'est la raison pour laquelle Cuba et le Venezuela sont en train d'installer leur propre câble sous-marin.

Wilkinson a parlé du programme d'aide d'USAID destiné à « *promouvoir la démocratie* », mais n'a pas précisé que dans le monde d'USAID et de ses sociétés privées sous-traitantes – dont celle pour laquelle travaillait Gross – ce terme désigne en fait « *un changement de régime* ». USAID a longtemps joué un rôle subversif dans le monde. Ecoutons John Gilligan, Directeur d'USAID sous l'administration Carter :

« A un moment donné, de nombreux bureaux locaux d'USAID étaient infiltrés de haut en bas par les gens de la CIA. L'idée était de placer des agents dans toutes les activités que nous avons à l'étranger, officielles, bénévoles, religieuses... toutes. » (9)

USAID n'est qu'une des nombreuses institutions utilisées par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans pour miner la révolution cubaine. C'est pour cela que nous pouvons poser l'équation suivante : les Etats-Unis représentent pour le gouvernement cubain ce qu'Al Qaeda représente pour le gouvernement des Etats-Unis. Les lois cubaines qui concernent les activités comme celles d'USAID et DAI reflètent cette réalité historique. Ce n'est pas de la paranoïa, c'est de l'instinct de conservation. Et aborder un sujet comme celui d'Alan Gross sans prendre compte de cette équation constitue une grave entorse au journalisme et à l'analyse politique.

Il faut espérer que l'affaire Gross servira à calmer les ardeurs des Etats-Unis pour « *promouvoir la démocratie* » à Cuba.

La politique de Washington – et donc celle de la Grande-Bretagne – envers Cuba a toujours été le résultat d'une volonté d'empêcher l'île de devenir un bon exemple d'alternative au capitalisme pour le Tiers monde. Mais les dirigeants occidentaux ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, ce qui peut bien motiver des gens comme les dirigeants cubains et leurs partisans. Voici ce que révèle un des câbles Wikileaks, daté du 25 mars 2009 : William Hague, à l'époque député conservateur et chargé des affaires étrangères pour son parti (dans l'opposition – NdT) faisant son rapport à l'ambassade US à Londres sur sa récente visite à Cuba. Hague « *a déclaré qu'il était quelque peu surpris que les dirigeants cubains ne paraissent pas s'orienter vers une ouverture du modèle économique à la chinoise, mais qu'ils étaient encore des "révolutionnaires romantiques"* » Lors de sa conversation avec le ministre des affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez, « *la discussion a abordé la question de l'idéologie politique, et Hague a dit que les gens en Grande-Bretagne étaient plus intéressés par le shopping que par l'idéologie.* » (Mon Dieu, quel magnifique argument en faveur de l'Occident. Rule Britannia ! God Bless América !) Hague raconte ensuite que "Rodriguez semblait mépriser cette notion et a répondu qu'on n'avait besoin du shopping que pour acheter de la nourriture ou quelques bons livres." » [...]

[William Blum](#)

3 avril 2011

<http://killinghope.org/bblum6/aer92.html>

Traduction « avec tout ça, les magasins sont fermés et le frigo est vide » pour le Grand Soir par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

1. killinghope.org/bblum6/panam.htm

2. March 4, 2011, Democratic Party function, Miami, FL, CQ Transcriptions

3. Los Angeles Times, March 11, 2011

4. For this and the previous two examples, see "Jim DeMint's Theory Of Relativity : 'The Bigger Government Gets, The Smaller God Gets'", Think Progress, March 15, 2011

5. Fox News Sunday, December 19, 2010

6. Washington Post, September 19, 2001

7. Washington Post, March 7, 2011

8. UPI Reporte LatAm, March 4, 2011

9. George Cotter, "Spies, strings and missionaries", The Christian Century (Chicago), March 25, 1981, p.321

[URL de cet article 13292](#)

<http://www.legrandsoir.info/Barack-je-tuerais-pour-un-prix-nobel-de-la-paix-Obama.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19